



CELHAYA

Siège social : Route de Celhaya
64250 CAMBO LES BAINS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31/12/2023

www.acomaudit.com



@com AUDIT - 61, Rue Jean Briaud - 33700 MERIGNAC - Tél : 05 56 69 81 36 / 1, Rond point de Flotis- Bât 1 - 31240 SAINT JEAN - Tél : 05 62 57 79 90
S.A.R.L. au capital de 445 100 € - R.C.S. Bordeaux N°491 049 466 - N° intracom: FR01 491049466 - N.A.F. 6920Z

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Nouvelle Aquitaine - Commissaire aux comptes, inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC Grande Aquitaine





Aux membres de l'association CELHAYA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CELHAYA relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration, dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 12 juin 2024

Le commissaire aux comptes
@COM AUDIT, représenté par
Jérôme COUTAND

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'JC' followed by a stylized flourish.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	42 630	38 182	4 448	16 531
Autres immobilisations incorporelles				-12 084
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	2 252 795	1 264 663	988 132	1 094 078
Installations techniques, matériel et outillages industriels	552 019	421 038	130 981	128 221
Autres immobilisations corporelles	1 997 577	1 487 313	510 264	523 907
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	72 532		72 532	72 532
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 569		16 569	16 227
TOTAL I	4 934 122	3 211 197	1 722 925	1 839 413
Comptes de liaison II	51 022		51 022	52 660
Actif circulant				
Stocks et encours	20 154		20 154	6 640
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	207 001	360	206 641	336 998
Créances reçues par legs ou donations				177
Autres	197 231		197 231	185 036
Valeurs mobilières de placement	250 000		250 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 975 518		1 975 518	2 002 194
Charges constatées d'avance	15 278		15 278	12 882
TOTAL III	2 665 183	360	2 664 823	2 543 927
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	7 650 326	3 211 557	4 438 769	4 436 000

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	251 704	251 704
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 725 593	1 668 208
Autres réserves	676 068	654 974
Report à nouveau	-346 713	-326 674
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	202	58 440
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Situation nette	2 306 853	2 306 651
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	288 167	307 167
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 595 020	2 613 818
Comptes de liaison		
II	57 056	58 694
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	43 545	56 073
TOTAL III	43 545	56 073
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	807 298	858 149
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	158 595	130 894
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	614 030	554 135
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	163 225	164 235
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	1 743 148	1 707 414
Écarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 438 769	4 435 999

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	2 400	2 350
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	476	
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	671 172	674 125
- dont parrainages	48 050	62 200
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	4 269 205	4 151 910
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	4 269 205	4 151 910
Subventions d'exploitation		5 333
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	9 715	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	488 346	514 389
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	134 070	168 870
Utilisations des fonds dédiés	17 398	10 621
Autres produits	44 406	35 739
TOTAL I	5 637 188	5 563 336
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	79 353	72 590
Variation de stocks	-13 514	-1 025
Autres achats et charges externes	1 534 068	1 542 801
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	262 477	249 305
Salaires et traitements	2 494 045	2 458 134
Charges sociales	1 049 516	972 461
Dotations aux amortissements et dépréciations	236 985	232 044
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	4 870	5 711
Autres charges	247	153
TOTAL II	5 648 047	5 532 174
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-10 859	31 162

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	36	12
Autres intérêts et produits assimilés	11 323	2 261
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	11 359	2 273
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	11 611	10 010
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	11 611	10 010
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-251	-7 737
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-11 110	23 425
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	154	9 920
Sur opérations en capital	28 300	25 200
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	28 454	35 120
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	133	
Sur opérations en capital		105
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17 009	
TOTAL VI	17 142	105
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	11 312	35 015
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 677 002	5 600 729
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 676 800	5 542 289
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	202	58 440
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	4 269 205	4 151 910

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

- Objet social de l'entité : l'association a pour but de venir en aide à toutes personnes handicapées, inadaptées ou déficientes, soit directement, soit indirectement, notamment par la création et la gestion de Foyers, CAT ou tous organismes aux activités similaires.

- Description de la nature et du périmètre des activités : l'Association a pour vocation de proposer ses services à destination d'adultes qui ont été reconnus par la Commission des Droits à l'Autonomie des Personnes Handicapées comme porteur initialement d'une déficience intellectuelle, d'autres handicaps peuvent se surajouter sous réserve de compatibilité avec les projets des différents établissements.

- Description des moyens mis en oeuvre : dans le partenariat qu'elle souhaite promouvoir, l'Association prend en compte l'ensemble des demandes pour lesquelles elle est sollicitée, et propose selon les cas, d'indiquer aux personnes ou à leurs représentants légaux, les structures similaires plus adaptées au mode d'accompagnement que nécessite la situation de l'adulte handicapé.

L'Association entend privilégier l'accueil de proximité, sauf situation particulière ayant pour motif l'intérêt de la personne.

Les structures mises en place par l'Association sont les suivantes :

° Le foyer de vie : espace de vie dont l'objectif étant de valoriser les capacités de la personne par le biais d'un projet personnalisé.

° Le foyer d'accueil médicalisé Les Laminak : accueille les adultes plus âgés qui nécessitent l'assistance d'une tierce personne pour effectuer la plupart des actes de la vie courante ainsi qu'une surveillance médicale et des soins constants.

° L'établissement et service d'aide par le travail Esku-Argia : il favorise des activités à caractère professionnel et dispense un soutien médico-social dans le but de faciliter l'insertion professionnelle y compris en milieu ordinaire de manière partielle ou à temps complet.

° Le foyer d'hébergement Mapha Goxoa : constitué d'un réseau d'appartement, ce service assure l'accompagnement social des travailleurs exerçant une activité en ESAT. Cette structure inclue également un foyer d'hébergement pour les travailleurs retraités.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 4 438 769 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 202 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Depuis le 1er janvier 2020, est abrogé le règlement du CRC n°99-01 du 1er février 1999 et, toute référence au règlement CRC n°99-01 est remplacée par la référence au règlement n°2018-06 et 2019-04 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n°2018-06 et 2019-04 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Faits caractéristiques

Le résultat comptable par établissement est le suivant :

- FOYER DE VIE : un excédent de 850 euros.
- FAM : un déficit de 19 436 euros.
- ESAT : un déficit de 11 188 euros.
- FOYER D'HEBERGEMENT : un excédent de 4091 euros.
- ESAT COMMERCIAL : un excédent de 27 244 euros.
- ASSOCIATION : un déficit de 1357 euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------------|
| • Logiciels | 3 à 5 ans, |
| • Constructions | 10 à 25 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 20 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans, |
| • Matériel de transport | 3 à 7 ans, |
| • Matériel industriel | 3 à 15 ans. |

Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Engagements de départ à la retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 278 959 euros.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.2%.
- taux moyen d'augmentation des salaires à 1%.
- taux moyen des charges sociales et fiscales à 50.67%.

Fonds dédiés et reportés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public	56 073		17 398		4 870	43 545	
TOTAL	56 073		17 398		4 870	43 545	

Information sectorielle

Information sectorielle donnée quand l'association établit des comptes distincts pour ses différents secteurs d'activité.

Le plan comptable associatif n'a pas porté atteinte au principe d'unicité du résultat qui peut toutefois être scindé en, d'une part, résultat définitivement acquis, correspondant à la gestion libre et, d'autre part, résultat sous contrôle de tiers financeurs, correspondant à la gestion conventionnée.

Cette information, qui ne peut pas être donnée dans les comptes présentés avant répartition du résultat comptable, est à fournir dans l'annexe.

L'établissement de comptes distincts par secteur d'activité peut résulter d'obligations légales ou réglementaires ou être fait simplement pour l'analyse de gestion interne. Le niveau de détails est à apprécier par l'association dans le respect du principe d'image fidèle et d'importance significative.

	Déficit	Excédent
Parts du résultat sur gestion libre		25 886
Parts du résultat sur gestion conventionnée	-25 684	
Résultat Comptable		202

Passage du résultat comptable au résultat administratif

	Différence de traitement
Résultat comptable conventionné	-25 684
Reprise sur CP	54 299
Résultat administratif	28 615

Subventions d'investissement

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
ARS	Subvention bâtiment Esat	380 000			380 000
	Total	380 000			380 000

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprises de l'exercice	A la clôture
ARS	Subvention bâtiment Esat	72 833	19 000		91 833
	Total	72 833	19 000		91 833

Répartition des financements

Financements	ARS	Départements	Autres	Total
Concours publics	973 746	3 295 459	0	4 269 205
Subventions d'exploitation				0
Subventions d'investissement				0
Contributions financières			498 061	498 061
TOTAL	973 746	3 295 459	498 061	4 767 266

Rémunérations versées à certains dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Immobilisations et amortissements

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations Incorporelles	42 630			42 630
Immobilisations Corporelles	4 906 449	137 164	241 222	4 802 391
Immobilisations Financières	88 759	342		89 101
TOTAL	5 037 838	137 506	241 222	4 934 122

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Autres immobilisations incorporelles	38 182			38 182
TOTAL Immobilisations Incorporelles	38 182			38 182
Terrains				
Constructions	1 158 718	105 945		1 264 663
Instal. techniques, matériel, outillage indust.	570 841	52 347	202 150	421 038
Autres immobilisations corporelles				
Instal. générales, agencements divers	475 532	43 314		518 846
Matériel de transport	362 050	34 653	39 071	357 632
Matériel de bureau et informatique	286 627	7 316		293 943
Mobiliers	306 475	10 418		316 893
TOTAL Immobilisations Corporelles	3 160 243	253 993	241 221	3 173 015
TOTAL	3 198 425	253 993	241 221	3 211 197

Effectifs

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	4	
Non cadres	53	
Total	57	0

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	360			360
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	360			360
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	360			360
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	16 569		16 569
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	360	360	
Clients, usagers et comptes rattachés	206 641	206 641	
Reçues sur legs ou donations	3 245	3 245	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 735	9 735	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	187 496	187 496	
Charges constatées d'avance	15 278	15 278	
TOTAL	439 325	422 756	16 569

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	807 298	139 276	419 184	248 838
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	158 595	158 595		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	262 069	262 069		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	331 723	331 723		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	20 238	20 238		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	163 225	163 225		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 743 148	1 075 126	419 184	248 838

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	920	1 191
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 732	33 744
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	415 774	379 654
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	444 426	414 589

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		36 518
Créances reçues par legs ou donations	3 245	177
Autres créances	178 957	156 897
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	182 202	193 592

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	15 278	12 882
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		15 278	12 882

Variation des fonds propres 431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	251 704				251 704
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 323 182	78 479			2 401 661
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	-326 674	-20 039			-346 713
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	58 440	-58 440	202		202
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales	-8 527	-8 527	-25 684		
Situation nette	2 306 651		202		2 306 853
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	307 167			19 000	288 167
Provisions réglementées					
TOTAL	2 613 818		202	19 000	2 595 020

Commentaires : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	10 773
Conseils et prestations de services	
TOTAL	10 773

Commentaires : néant